Participer à un mouvement global ne signifie pas renoncer à des revendications sectorielles : articuler la lutte des lycées professionnels et celle contre la réforme des retraites

Il arrive, par moments, qu'un évènement vienne saturer tout l'espace environnant par son ampleur comme c'est le cas d'un mouvement de masse. Dans ce cas, se pose souvent la même question pour des secteurs du monde du travail ou de la jeunesse déjà mobilisés sur des luttes sectorielles : faut-il se fondre dans un mouvement plus gros au risque d'invisibiliser ses propres revendications ? Cette question traverse actuellement le corps des enseignants et personnels des lycées professionnels mobilisés depuis la rentrée 2022 pour faire face à une nouvelle attaque majeure contre cette branche isolée de l'éducation nationale qui scolarise pourtant près d'un tiers des élèves du second degré.

La lutte contre la transformation de la voie professionnelle : une nécessité.

Engagée sous le ministère du détesté Jean-Michel Blanquer, la « transformation de voie professionnelle » n'a pas rencontré une grande opposition, alors que l'attaque était dévastatrice : refonte des programmes d'enseignements généraux et professionnels, réductions drastiques du nombre d'heures d'enseignements (autant dans les matières générales que professionnelles), instauration de nouveaux enseignements au détriment d'autres sans travail préalable pour la mise en œuvre (« chef-d'œuvre », « co-intervention », « AP »…) et donc réduction de postes et d'effectifs. Cette contre-réforme, brutale, sert de point d'appui à la poursuite des attaques contre le lycée professionnel, cette fois-ci coordonnées directement entre le ministère de l'éducation nationale et celui du travail. Il s'agira d'augmenter le temps de travail gratuit en entreprise (les stages) des élèves et donc de réduire les heures d'enseignements au lycée (nous l'avions évoqué ici : https://tendanceclaire.org/article.php?id=1838). La grève du 18 octobre 2022, appelée par l'ensemble des syndicats, a été un succès qui a permis, momentanément, de percer le plafond de verre médiatique. Cependant, sans perspectives réelles et dans une continuité des « concertations » entre gouvernement et syndicats, la journée de mobilisation du 17 novembre s'est retrouvée beaucoup moins suivie, et a eu donc beaucoup moins d'impacte. Il a suffi au gouvernement de

mettre en place des « groupes de travail » autour de la réforme, d'annoncer un calendrier un peu plus étendu qu'initialement prévu pour que tout s'essouffle gentiment, malgré un rejet réel de cette contre-réforme. Pourtant, à l'heure où une bataille décisive va s'engager contre Macron et son gouvernement, la question de la visibilité des revendications sectorielles du lycée pro se pose : dans la mesure où ce secteur est déjà en partie invisibilisé, ne sera-ce pas pire s'il se diluait au milieu d'autres bien plus vastes et aux capacités de blocages plus importantes ? En un mot, faut-il faire des manifestations séparées de celles contre la réforme des retraites ?

Le choix de la bataille rangée plutôt que l'escarmouche.

Les questions sont légitimes et il est normal d'avoir peur de se faire absorber par quelque chose de plus gros qui nous dépasse. Mais soyons clairs : la bataille contre la réforme des retraites va être la mère de toutes les batailles de ce quinquennat. Macron en fait un combat personnel, pour ajouter ce trophée (après celui de la destruction de l'assurance chômage, de la casse de la SNCF, des attaques multiples contre l'école publique, de la loi sécurité globale…) à son tableau de chasse des acquis sociaux. D'autant plus qu'il a initialement été contrarié dans ses plans, en 2019, lorsque la puissante grève à la RATP et dans d'autres secteurs l'a contraint à faire marche arrière. Si Macron gagne, s'il réussit à nous faire bosser encore plus, il aura remporté une victoire en brisant un mouvement puissant. Il aura donc la confiance et les mains libres pour la suite de la mise en place de son projet libéral et autoritaire. À l'inverse, s'il est défait par les grèves et les manifestations, il aura beaucoup plus de difficultés à continuer d'attaquer de toutes parts tant le reste de sa mandature sera marquée par cet échec et surtout par la puissance du collectif, des travailleurs et travailleuses en lutte, capables de gagner pour défendre leurs droits. Dès lors, il est central de former un bloc uni, massif, pour mettre toutes les chances de notre côté d'autant plus que beaucoup de collègues en seront partie prenante *de fait.* L'invisibilité sera pour celles et ceux qui se retrouveront à quelques dizaines sur une place quand des centaines de milliers affirmeront leur opposition à la réforme des retraites.

Cependant, rien n'empêche, dans ce bloc, de créer des pôles qui permettent *aussi* de porter des revendications sectorielles : il est évident que le projet de jeter le plus tôt possible dans les bras du patronat des jeunes peu formé-e-s et celui de faire travailler le plus longtemps possible une majorité de la population sont les deux faces d'une même pièce. Il s'agit du rêve néolibéral où la chose primordiale est d'extraire le plus possible d'une main d'œuvre bon marché et corvéable le plus longtemps possible. À l'inverse, les revendications d'augmentation de postes et de temps d'enseignement avec dédoublement des classes en lycée professionnel vont de pair avec la nécessité de ne pas s'épuiser à la tâche jusqu'à 64, 65 ou encore 66 ans ! Pour que les élèves aient un enseignement de qualité, il faut que les enseignant-e-s et les personnels de l'éducation nationale aient des conditions de travail qui garantissent un sens à ces métiers. Enfin, il s'agit de porter un autre projet de société que celui défendu par la

macronie mais aussi l'ensemble du champ politique institutionnel, de la « gauche de gouvernement » jusqu'à la droite et l'extrême droite : nous voulons travailler moins et mieux, nous voulons permettre à tous et toutes de recevoir un enseignement de qualité qui permette ensuite aux élèves d'avoir le choix entre plusieurs propositions.

En grève le 19 janvier et au – delà.

Cette question de l'invisibilisation de certaines luttes, récurrente, traduit d'une inquiétude juste : la peur de ne pas être entendus et donc encore balayés, mis de côté, méprisés. Il ne faut pourtant pas faire de cette inquiétude un principe à appliquer en tous temps et en tous lieux. Nous le disions plus haut : par moments, des événements saturent l'espace politique et médiatique. Nous allons vivre un de ces moments ; à nous donc de s'en saisir pour porter haut et forts nos revendications, non pour les noyer, mais pour leur donner une chance d'être encore plus audibles.

Tristan Daul, le 18 janvier 2023